

LA FORÊT PRÉCÈDE
LA CIVILISATION, LE
DÉSERT LA SUIT.

Suivi de

COLONIALISTE, LE
MOUVEMENT ÉTUDIANT?

Sabotons le Plan Nord



p.1 ... **La forêt précède la civilisation, le désert la suit**
Rien de neuf avec le Plan Nord

p.19 ... **Colonialiste, le mouvement étudiant?**

Une collaboration de La Mitrailleuse diffusion:

lamitrailleuse.wordpress.com

et de La Mauvaise Herbe:

<http://anarchieverte.ch40s.net/partenaires/la-mauvaise-herbe/>

Texte disponible en ligne

Écrit et imprimé à Montréal (2012)

La forêt précède la civilisation, le désert la suit

Rien de neuf avec le Plan Nord

« *[Le Plan Nord] est à compter d'aujourd'hui l'un des plus grands chantiers de développement économique, social et environnemental de l'histoire du Québec* » Jean Charest (1)

Sans surprise, les vastes territoires nordiques exploités depuis longtemps déjà seront dévastés en puissance exponentielle d'ici les années qui viennent grâce au Plan Nord. En parfaite collaboration avec de titanesques corporations canadiennes et d'ailleurs sans scrupules, l'État Québécois s'est engagé à établir les législations nécessaires pour rendre possible l'exploitation des forêts, des rivières, des minéraux et des personnes. Presque personne n'a osé remettre en question ce projet de développement industriel dans son ensemble. Les gens s'en foutent des nombreux impacts destructeurs du projet, autant au niveau des autochtones qu'écologique, entre autres, puisque la majorité de la population du Québec se trouve dans les agglomérations urbaines situées au sud, loin des territoires contenus dans le plan. Ceux/celles qui seront affectés directement par la destruction de la biodiversité résultant de l'exploitation des ressources se retrouvent plus souvent qu'autrement isolés. Étant l'un des pires assauts lancés par les exploités que les territoires de l'île de la tortue ait connu, le Plan Nord se pose comme un projet en bloc qui dévastera le reste de la nature encore vierge au profit d'investisseurs rapaces et qui étendra le projet politique national du Québec de la colonisation des territoires autochtones pas encore totalement sous son contrôle territorial. Le pire, c'est bien que cela se fera sans doute comme dans du beurre si un combat sans merci n'est pas engagé dès maintenant. C'est pourquoi nous rédigeons ce texte. Nous sommes anarchistes et désirons un monde où la domination, l'esclavage et l'enfermement n'ont pas leur place. En luttant pour l'autodétermi-

nation libre de chaque individuE, nous nous solidarisons avec tous/toutes ceux/celles qui rejettent l'aliénation imposée par la civilisation industrielle. Voici ce que nous savons de ce Plan de la mort.

Le 14 mars 2011, Natalie Normandeau, alors ministre des ressources naturelles, décrit le Plan Nord comme un « *vaste projet de société* » (2), tandis que le ministre des affaires autochtones, Geoffrey Kelley, le décrit comme un « *grand projet collectif* » (3). Dans les faits, le Plan Nord est tout autre. D'une part, le Plan Nord est un projet de développement économique visant à enrichir les corporations en soutenant l'exploitation industrielle non-durable des ressources naturelles des territoires nordiques et, d'autre part, le Plan Nord n'est que la continuité du projet d'assimilation des autochtones au sein des institutions québécoises. Face à la menace perpétuelle d'une guerre sociale, l'État cherchera à renforcer périodiquement l'identité et le sentiment national chez ses citoyens afin de préserver le contrôle sur eux et de les disposer plus facilement selon les exigences de la domination territoriale et de l'économie de marché. Par exemple, le discours idéologique en arrière-plan de la capsule vidéo « *Faire le Nord ensemble* » (4) vise justement à nous rendre complice et fier des projets industriels et de la construction de notre frontière comme QuébécoisEs. En obstruant l'usage des territoires qui était fait au préalable, en établissant par la même occasion un monopole des relations marchandes entre les individuEs et en imposant une dépendance accrue des communautés vis-à-vis de l'État via les retombées et l'importation des biens de consommation, ces projets détruisent les liens sociaux de ceux et celles qui habitent ces territoires exploités. Il n'y a rien de collectif dans le Plan Nord, c'est un projet mené par l'État, en collaboration avec certains conseils de bande, pour asseoir son pouvoir sur le territoire et à faciliter les activités des entreprises minières et forestières ainsi qu'à Hydro-Québec. En fait, l'État et les conseils de bande forment deux institutions étatiques qui a toujours cherché à garantir et à sécuriser les

activités des institutions de domination en administrant – en gérant, contrôlant et pacifiant – les individuEs et les communautés habitant les territoires visés.

Le 9 mai 2011, le gouvernement annonce les grandes lignes du Plan, intitulé Le Plan Nord : Chantier d'une génération, et affirme vouloir développer le Nord du Québec à partir du 49^e parallèle par des activités industrielles minières, forestières et énergétiques. Selon le communiqué de presse officiel du gouvernement, le Plan Nord se déploiera sur 25 ans et entraînera des investissements publics et privés de plus de 80 G\$. D'après les suppositions, tout en créant et en consolidant 20 000 emplois par année, ces projets engendreront, pour le gouvernement, des revenus estimés à 14 G\$. D'ici 2036, Hydro-Québec investira 47 G\$ dans les centrales hydroélectriques et autres projets énergétiques, tandis que Québec et le secteur privé investiront 33 G\$ dans le développement minier et le développement d'infrastructures publiques (routes, aéroports, voies ferrées et ports maritimes). En plus du fait que l'électricité produite par HQ sera principalement vendue à tarif préférentiel aux entreprises qui s'installeront dans ces régions, les milliards qui seront investis par l'État constitueront aussi des subventions indirectes aux entreprises. Dans la fiche technique offerte par le gouvernement à la fin du communiqué, on ne parle plus de 500 000 emplois sur 25 ans, mais bien de 75 000 sur 25 ans. Les principales conséquences du Plan Nord affecteront surtout la biodiversité régionale et les tissus sociaux des communautés. C'est inévitablement de leur destruction qu'il en résultera.

Collaboration citoyenne à la destruction de l'environnement

« [L]e Plan Nord améliorera les conditions de vie des populations

nordiques... »

Jean Charest (5)

« ...tous ont travaillé à cerner les réalités du Nord québécois et à établir de nouveaux modes de collaboration. »

Nathalie Normandeau (6)

En 2009, le gouvernement propose un document de travail intitulé Pour un développement économique socialement responsable et crée deux tables de partenaires. La première table est composée de 5 représentants des Conseil régional des Élus concernés, 4 représentants des 4 nations et des partenaires sectoriels (éducation, énergétique, faunique, forestier, Hydro-Québec, minier, recherche, touristique, transport, environnement), tandis que la deuxième table regroupe 4 représentants des 4 nations. L'industrialisation du Nord est prise comme variable indépendante et les partenaires peuvent uniquement émettre des recommandations symboliques. Ces tables sont donc des lieux où les groupes de la société civile sont choisis par l'État et invités à s'exprimer sur certains sujets afin de légitimer les projets de l'État et de l'industrie. De plus, le gouvernement ne se gêne pas pour justifier toutes ses actions en invoquant l'acceptabilité et la collaboration des partenaires.

Tout développement industriel sur un territoire dégrade les conditions de vie de la majorité de la population humaine et non-humaine.

Le territoire visé par le Plan Nord s'étend au nord du 49e parallèle et couvre près de 1,2 million de km², ce qui représente 72% de la superficie du Québec. On y retrouve *« une des plus importantes réserves d'eau douce au monde, composée de près de 500 000 lacs et de milliers de rivières »* (7). Ce territoire comprend plus de 200 000 km² de forêts dites commerciales. Il constitue *« un des derniers potentiels de conservation de vastes territoires naturels intacts*

au monde » (8). On y retrouve aussi des minerais de toute sorte : nickel, cobalt, éléments du groupe platine, zinc, fer, ilménite et or. Il recèle également du lithium, du vanadium et des éléments de terres rares utilisés dans les domaines de l'énergie, des transports et de la haute technologie.

Avec le Plan Nord, ces importantes réserves d'eau douce seront contaminées, que ce soit de par le méthylmercure relâché par les conifères suite aux inondations qui seront provoquées par les barrages ou bien par la radioactivité provenant des mines d'uranium ou encore par le cyanure utilisé dans le procédé d'extraction aurifère. Ces 200 000 km² de forêts possèdent un cycle de vie très long, comparativement aux forêts situées plus au sud; leurs régénérations nécessitent au moins 120 ans. Le gouvernement parle de « territoires naturels intacts », par contre, ceux-ci ne le seront plus suite aux passages dévastateurs des mines, des barrages hydroélectriques et de la machinerie forestière. Enfin, le Plan Nord omet aussi toute référence à l'extraction d'uranium.

Il ne précise pas non plus que la demande pour les métaux provient d'industries, des transnationales pour la plupart, situées dans les pays dits émergents – puisque la main-d'œuvre est moins chère et que les États acceptent l'industrialisation massive, afin de fournir aux consommateurs des sociétés industriellement avancées des biens de consommations jetables et souvent inutiles. Et les pays les plus riches vont ensuite critiquer les normes environnementales en vigueur dans ces pays puisqu'ils ont justement transféré les usines de transformation et manufacturières dans ces pays. Il n'y a pas de moyens propres pour s'industrialiser. Si vous voulez consommer des produits industriels, vous devez scraper un écosystème à quelque part. Leurs normes environnementales ridicules sont nécessaires à leur stade d'industrialisation comme c'était le cas pour nous il y a à peine quelques décennies. Ces métaux issus des terres rares sont

présents dans des produits de consommation et des technologies de contrôle social, comme les ampoules basse consommation, les véhicules hybrides, les systèmes de catalyse, les additifs pour le diesel, les écrans plats, les caméras digitales et les disques durs.

Écocide annoncé

Le gouvernement affirme que le Plan Nord va « créer de la richesse » et profiter « à toutes les régions du Québec et à tous les secteurs de l'économie » (9). En réalité, le véritable objectif économique n'est pas de créer de la richesse pour tous, mais de détruire les territoires qui permettent aux autochtones de se subvenir à leurs besoins et de favoriser le maintien de l'accumulation de la richesse entre les mains des exploitants qui détruisent les relations symbiotiques complexes présentes dans la nature. Il n'y a rien de durable là-dedans, ce n'est que la continuité du modèle colonial d'exploitation du territoire. À long terme, les sols seront épuisés, les cours d'eau seront radicalement transformés et des millions d'animaux seront exterminés; il s'agit d'un véritable écocide en cours. Il sera de plus en plus difficile de vivre sur ces terres, puisque tous les bassins versants risquent d'être contaminés et que l'eau potable se fera rare. Les barrages impliquent l'inondation de terres et des détournements de rivières. En conséquence, dans les régions inondées par les barrages, se formeront des réservoirs d'eau où les conifères ensevelis relâcheront du méthylmercure dans l'eau. Dans un même ordre d'idée, le détournement et l'assèchement des rivières extermineront des milliers de poissons. Fidèles à leurs habitudes, les minières abandonneront probablement leurs déchets derrière eux. Présentement, de 250 à 300 sites miniers à ciel ouvert abandonnés ont été laissés tels quels dans le nord québécois (10). Cette culture de la *mort, qui transforme* des éléments de la nature en objets standardisés, tente de nous faire croire que le projet du Plan Nord créera de la richesse pour l'ensemble de la société alors que dans les faits, les profits iront dans les

coffres des entreprises.

Le gouvernement du Québec espère recevoir 14,3 G\$ en retombées fiscales (redevances, taxes, impôts des travailleurs et des sociétés) sur 25 ans, soit 560 millions par année. Les retombées projetées ne représentent que 17,8% des dépenses estimées totales (80G\$). Selon un scénario très optimiste où la part du privé et celui du public seraient équivalentes, ce qui s'avère être fort improbable, le gouvernement traînera un déficit de 2,3 G\$. Même si les redevances sur les profits passent de 12% à 16%, le pourcentage en retombées fiscales reste très faible. Selon une étude publiée par l'IRIS en 2012, le gouvernement « devra payer 8,45 milliards de plus que ce qu'il recevra du Plan Nord », puisque le régime fiscal québécois permet diverses déductions rendant possible la réduction des taux de redevances et que les dépenses liées au déplacement pour avoir accès aux services sociaux et de santé dans les régions éloignées augmenteront suite à l'effet de la croissance de la population.

Greenwash

« La protection de l'environnement et des écosystèmes nordiques sera au cœur des décisions. Pour ce faire, le gouvernement du Québec s'engage à ce que les projets se fassent dans le respect des principes du développement durable et soient soumis à des analyses environnementales rigoureuses. À cela se rajoute deux engagements supplémentaires pour assurer la protection de l'environnement sur le territoire du Plan Nord, soit de consacrer, à terme, 50% du territoire du Plan Nord à des fins autres qu'industrielles, à la protection de l'environnement et à la sauvegarde de la biodiversité ainsi que de constituer, d'ici à 2015, un réseau d'aires protégées d'au moins 12% de la superficie couverte par le Plan Nord. » (11)

Nous pouvons grandement douter des intentions du gouvernement

en matière de protection de l'environnement, puisque nous savons qu'il prévoit détourner toutes les grandes rivières nordiques pour la production hydroélectriques. Puisque les rivières constituent les artères des écosystèmes, ceux-ci seront tous profondément bouleversés. Il est vrai que le gouvernement parle d'« analyses environnementales rigoureuses », par contre, il n'a pas d'obligation de tenir des audiences publiques puisque le vaste territoire visé par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois signée en 1975 n'est pas soumis au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). De toute façon, le BAPE nous a prouvé à maintes reprises son inefficacité à faire quoique ce soit, puisqu'il n'est que consultatif.

Dans ce 50% qui est sensé être à l'abri des activités industrielles, le gouvernement prévoit inclure la coupe forestière et l'exploration minière. Cependant, la Loi sur les mines confirme que l'activité minière prédomine sur tout le reste. Non seulement les aires protégées ne sont pas garanties à long terme, mais elles sont interchangeables; c'est-à-dire que si un gisement de minerai important est trouvé dans une aire protégée, l'État peut remanier les zones protégées afin de permettre leurs exploitations en protégeant une autre aire de superficie équivalente qui a peut-être déjà été exploitée. De plus, rien n'empêche le gouvernement de protéger une aire près d'une mine. Une mine peut être située en aval d'un cours d'eau important et peut donc potentiellement le contaminer. Et aussi, rien n'empêche le gouvernement de protéger une aire où se trouve un réservoir d'Hydro-Québec ou une rivière détournée.

En octobre 2011, Léopold Gaudreau, sous-ministre au MDDEP, confirmait aux médias que la foresterie sera permise sur la plus grande partie de ces 50% : « *Sur la foresterie, il y a un grand consensus (sic) que c'est une activité qui protège la biodiversité, quand elle est soumise à des règles strictes* » (12) (13). Dans le 50% d'aires

protégées, on y retrouve surtout des « *réserves de terres du capital nature* », statut qui ne correspond à aucune norme internationale. Ce statut permet dans ces réserves « l'acquisition de connaissances », c'est-à-dire qu'il permet la prospection minière et la coupe forestière « allégée » dans le but de déterminer ce potentiel.

Le 14 février 2012, le gouvernement a modifié légèrement son discours (14). Pierre Arcand, le ministre provincial de l'Environnement, a annoncé l'intention de créer 20% d'aires protégées d'ici 2020 dans la zone du Plan Nord. Seulement 12% de cette aire se trouvera dans la forêt boréale. Pour justifier cette décision, il argumente que dans les 88% restant, les gens « vivent » de la coupe de bois industrielle. Coïncé dans un rapport marchand à la vie imposé par économie industrielle et capitaliste, les gens dépendent de leur salaire de travailleurs/travailleuses dans les coupes à blanc, aussi exigées par cette même économie.

Modeler les habitantEs du Nord en de bons travailleurs/travailleuses dociles et jetables

En matière d'éducation, le gouvernement veut « *offrir des cheminement scolaires adaptés aux élèves du Nunavik* » et « *assurer une adéquation entre les besoins des entreprises et les formations particulières en développant des liens entre les communautés et le milieu des affaires* » (15). On ne veut surtout pas que les jeunes du Nunavik fassent ce qu'ils et elles désirent faire, on veut les orienter et les modeler selon les besoins des entreprises. On veut qu'ils/elles aillent travailler pour les entreprises minières dès l'ouverture des mines jusqu'à leur fermeture, alors qu'elles/ils pourront sur place dans un milieu contaminé. En plus d'un investissement de 80 M\$ pour les formations, l'État construira 4 nouveaux centres de formation professionnelle dans les régions visées. Le gouvernement vend les terres aux entreprises, assure leur sécurité en important

des corps policiers et en construisant de nouvelles prisons, et cela pour transformer en esclaves de l'économie de marché ceux et celles habitant ces terres. Il s'occupe du même coup de la formation des esclaves salarié.e.s de cette industrie. À moins de s'exiler dans un centre urbain, les populations locales n'auront d'autres choix que de se vendre aux corporations afin de survivre. Ce sont ces mêmes compagnies qui viendront retirer de la terre tout ce qui est en leur possible. De la sorte, tous autres usages et façons de vivre autonomes dans ces régions deviendront impossibles.

Comme avec les condos dans nos quartiers

Avec l'arrivée de milliers de travailleurs/travailleuses dans les régions, le coût des logements a commencé à augmenter et cela dans des régions qui faisaient déjà face à une pénurie de logements. Dans les communautés de la Côte-Nord ayant fait le choix d'accepter l'activité économique des grandes entreprises, en plus de l'augmentation du prix des loyers, on assiste à une hausse des prix des denrées alimentaires. Plusieurs travailleurs et travailleuses ont accepté d'aller s'investir au chantier du complexe La Romaine puisque c'est plus payant, ce qui a fait gonfler les prix des biens de consommation. De plus, il manque d'infrastructures sociales telles que des écoles ou des garderies. Quant aux jeunes, elles/ils lâchent l'école pour aller travailler sur le chantier, faire la piastre, pour ensuite engraisser les poches des dealers de coke.

Faciliter la circulation des objets morts

Dans ce projet de développement, faciliter la circulation des objets morts est le principal rôle de l'État. Son objectif est de mettre « *en œuvre un développement intégré des différents modes de transport et moyens de communication* » (16). En d'autres mots, l'État devra construire des ports, des aéroports, des milliers de km de routes, de

voies ferrées, de lignes de transmission, des centrales hydroélectriques, des postes de transformations, des digues, des barrages et des tours de télécommunication pour l'utilisation d'Internet à haute vitesse et pour la téléphonie cellulaire. Il devra également s'assurer de l'approvisionnement en essence, en nourriture, en différentes marchandises, en drogues et alcools, entretenir et surveiller les routes, les parcs et les infrastructures. D'ici 2016, l'État compte dépenser plus de 1,2 G\$ dans le développement des infrastructures. Une fois les extractions terminées, c'est l'État qui devra assumer seul l'entretien de ces infrastructures.

Pour le moment, les priorités ont été mises sur la prolongation de la route 167 vers les monts Otish, la réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont ainsi que la prolongation de la route 138 entre Natashquan et Blanc-Sablon. Les monts Otish se retrouvent à 250 km au nord de Chibougamau, un des points les plus élevés du Bouclier Canadien (jusqu'à 1128 m). Six des plus grandes rivières du Québec y prennent leur source : Caniapiscou, Eastmain, Rupert, Témiscamie, Péribonka et Manicouagan. Ces rivières s'écoulent ensuite dans les quatre grands bassins versants du Québec : l'Ungava, la Baie James et la baie d'Hudson et le Saint-Laurent nord-est (17). Ce territoire est visé par un projet de mine de diamants (le projet Renard de la minière Stornoway) et un projet de mine d'uranium (le projet Matoush de la minière Strateco).

Le rôle des entreprises

« Cette participation du secteur privé à la mise en place d'infrastructures publiques de transport au profit d'un projet de développement économique concrétise de belle façon notre vision du développement durable du Québec nordique » Jean Charest (18)

« [Le Plan Nord] donnera une voix au Québec dans cette mise en

valeur de nos richesses naturelles. » Françoise Bertrand, Fédération des Chambres de Commerces du Québec (19)

On semble vouloir poursuivre ce modèle de développement jusqu'à l'épuisement complet des ressources naturelles disponibles. 11 nouveaux projets miniers sont présentement en branle sur le territoire du Plan Nord. Les minières promettent seulement 4 000 emplois par année pendant l'exploitation.

Voici quelques-unes d'entre elles :

- *Stornoway Diamond Corporation* veut exploiter une mine de diamants aux monts Otish.
- *Goldcorp* prévoit exploiter une mine aurifère près de la Baie-James, le projet minier Éléonore, situé sur les rives du réservoir Opinaca.
- *ArcelorMittal Mines* exploite deux importantes mines à ciel ouvert, la première à Mont-Wright (près de Fermont) et la seconde à Fire Lake.
- *Corporation minière Osisko* est présentement concentrée à Malartic en Abitibi-Témiscamingue, à sa mine Canadian Malartic.
- *Cliffs Natural Resources* exploite une mine de fer près de Fermont. Ils possèdent très majoritairement les résidences pour les familles établies dans la ville de Fermont.
- *Rio Tinto Fer et Titane* possède une mine de titane près de Havre St-Pierre, sur la Côte-Nord. Il possède aussi *Iron Ore Company (IOC)*, le plus important producteur de minerai de fer au Canada.

- *New Millenium Iron* et *Labrador Iron Mines* visent à exploiter des mines de fer près de Schefferville.
- *Xstrata Nickel* (Mine Raglan) développe de nouveaux projets miniers au Nunavik, surtout dans la production de nickel sur le site de la mine Raglan. Cette compagnie planifie aussi de construire la mine Qakimajurq et de poursuivre leurs activités à la mine 2.
- *Champion Minerals Inc.* est une société canadienne d'exploration et d'exploitation de minerai de fer avec des propriétés situées dans la Fosse du Labrador. Cette entreprise détient les projets Lac Fire Nord, Bellechasse et Harvey-Tuttle.
- *Tata Steel Minerals Canada* exploite des mines de fer près de Schefferville et au Labrador.
- *Adriana Resources* possède un projet de mines de fer au Québec, Lac Otelnuq project, et un autre au Labrador, Bedford Iron Prospect.

Hydro-Québec, spécialiste de la destruction de l'environnement

Hydro-Québec tente de construire des centrales hydroélectriques sur le plus de rivières possibles. Sur la Côte-Nord, il y a majoritairement des rivières à saumon, comme la Romaine. Pour exporter l'électricité, Hydro-Québec a aussi besoin de construire plusieurs kilomètres de lignes de transmission qui passent généralement sur les territoires de chasse des InnuEs et des CriEs. Près de la Romaine, les InnuEs chassent depuis des centaines d'années le Caribou des bois, dont la compagnie d'État nie l'existence. Ce faisant, ces barrages compromettent la sécurité et la subsistance de tous les peuples

autochtones et des pêcheurs/pêcheuses de la Côte-Nord.

Hydro-Québec a toujours nié les impacts liés à la construction de barrages et à la création de réservoirs; inondation des terres, assèchement des rivières, destruction de la flore et des habitats. Les conifères inondés par la création de réservoirs sont la cause du taux élevé de méthylmercure dans les rivières et des émanations de méthane et de gaz carbonique. Ce mercure se retrouve dans les poissons, qui sont ensuite consommés par d'autres animaux. Certaines populations de poissons disparaissent tout simplement puisqu'ils ne peuvent plus remonter les rivières. Les oiseaux migrateurs perdent aussi leurs lieux de procréation. Ainsi, les barrages annoncent la fin d'une riche biodiversité.

Contrairement à ce que l'on en dit, il n'y a rien de nouveau dans le Plan Nord. En 1975, le gouvernement du Québec avait conclu une entente avec le Grand Conseil des Cris et celui des Inuits, intitulée la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois, ce qui permis jusqu'à aujourd'hui la construction de grands complexes hydroélectriques. Petite précision : les travaux hydroélectriques ont débuté dans cette région en 1973 et l'annonce officielle du gouvernement de la développer avait été faite en 1970. Quant à la Paix des Braves, elle a été signée le 7 février 2002, à huis clos et sans référendum. L'enjeu principal de l'accord a été l'accès aux ressources naturelles (minières, forestières et hydrauliques) pendant 50 ans pour une indemnité de 5 500\$ par tête.

Conclusion

Le désert social, celui présent dans nos relations sociales, est déjà parmi nous : isolement social, relations superficielles, espaces quadrillés et artificiels, stress, angoisse, détresse psychologique, aliénation par le travail et l'école, pauvreté économique et spirituelle,

vide total. C'est aussi grâce à ce désert social que nous acceptons une certaine désertification du monde naturel, une perte de la biodiversité et la soumission forcée des cultures « non-développées ». Si nous sommes rendus insensibles à la destruction des habitats naturels, à la contamination des sols et des rivières desquels nous soutenons ce dont nous avons besoin pour vivre, à la pollution de l'air que nous respirons, ainsi qu'à la destruction des modes de vie tribales et paysannes, à la mise en esclavage d'une grande partie des habitants des pays « en voie de développement » et à notre propre esclavage moderne, c'est parce que nous avons été éduqués et habitués à ne pas remettre en question les mythes de cette civilisation et l'idéologie du développement. Toute civilisation implique une domination d'un groupe social sur le reste de la population, la création de cités, une destruction/chosification de la vie et une transformation de ses éléments en marchandises. Le développement économique du Bouclier canadien n'est qu'une conséquence logique des exigences du Capital et de notre mode de vie civilisé; en d'autres mots, la société industrielle avancée a besoin des minerais, du bois et de l'énergie hydroélectrique provenant des territoires nordiques pour continuer à nous vendre des « choses », des objets morts, des objets que nous désirons acheter dans l'espoir de remplir le vide de nos vies de civilisés. Retrouvons-nous au sein des oasis, dans des communautés inter-espèces imprégnées d'une culture de résistance, défendons-les par tous les moyens nécessaires. Soignons nos blessures et celles de la terre afin de préparer plus efficacement l'offensive contre la civilisation. Trouvons ensemble la force et les moyens de combattre ce qui nous détruit. Soutenons activement ceux et celles qui ont osé, osent et oseront passer à l'action dans l'objectif de détruire les infrastructures qui soutiennent cette civilisation industrielle et son réseau d'institutions sociales.

Références

- (1) cité dans *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
- (2) cité dans *Neuvième rencontre de la table des partenaires avant le lancement du Plan Nord*, CanadaNewsWire, 14 mars 2011
- (3) *Ibid.*
- (4) <http://www.youtube.com/watch?v=75p8Di8R0gI>
- (5) cité dans *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
- (6) *Ibid.*
- (7) *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
- (8) *Ibid.*
- (9) *Ibid.*
- (10) Selon le groupe *Non à une marée noire dans le St-Laurent*. Par ailleurs, le gouvernement prétend devoir déboursier 650 M\$ pour restaurer ces sites miniers abandonnés, une estimation très optimiste.
- (11) *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
- (12) cité dans Charles Côté, *Plan Nord: Coupes forestières et mines dans les zones protégées*, cyberpresse.ca, 12 octobre 2011
- (13) Un exemple de « consensus » est l'Entente sur la forêt boréale Canadienne, qui regroupe 21 entreprises forestières et 9 organismes environnementaux (Greenpeace, Forest Ethics, David Suzuki Foundation, etc.).
- (14) Charles Côté, *Plan Nord: L'industrie pourrait avoir accès à 88% de la forêt*, cyberpresse.ca, 14 février 2012
- (14) *Le Plan Nord, le chantier d'une génération!*, CanadaNewsWire, 9 mai 2011
- (15) *Ibid.*
- (16) d'après la carte fournie par le site web http://www.labonnapage.com/th_bv.html

(17) cité dans Alexandre Shields, « *Québec paiera la grosse part d'une route pour une mine de diamants* », *Le Devoir*, 2 août 2011

(18) cité dans *Le Plan Nord ne fait pas l'unanimité*, SRC Nouvelles (Site web), 10 mai 2011





Colonialiste, le mouvement étudiant?

Durant la dernière semaine de février, le Devoir publiait dans ses pages une affirmation de la CLASSE (Coalition Large de l'ASSÉ), via son porte parole G. Nadeau : « *La Coalition affirme qu'elle a une 'panoplie d'alternatives' à proposer au gouvernement pour financer l'éducation, comme le Plan Nord, par exemple. Le Plan Nord, comme de plus en plus d'intervenants le disent, est un «bar ouvert» pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l'argent en redevances?'* ». Ledit porte parole a récidivé plusieurs fois, en ramenant devant les médias l'importance des redevances minières dans un possible financement de l'éducation. Ironie ou pas, la déclaration est récurrente et inquiétante.

WTF (What the fuck), me suis-je dit. Le mouvement étudiant, tellement épris de justice sociale, propose de passer sur le corps des Cris, de saccager la forêt boréale, d'ouvrir le ventre du Nunavik pour en extraire de l'uranium et des diamants, de coloniser les Abitibiennes-s, les Nord-Côtoise-s, de scrapper le golfe du St-Laurent en harnachant les dernières grandes rivières de la Côte-Nord, de piler sur les Innus, de massacrer les caribous des bois, et tout le reste, pour financer sa chère éducation pas chère? Après coup, je ne crois pas que ce soit là l'intention avouée de la CLASSE, ni de son porte-parole, mais l'appui tacite que ces propos donnent au Plan Nord et au gouvernement Charest est sinistre. Pour toucher des redevances sur l'exploitation, il faut exploiter. Or, cette dynamique implique une désolidarisation du mouvement étudiant d'avec les luttes autochtones, d'avec la réalité des régions. Elle suppose une prise de

position positive quant au discours capitaliste de destruction de la nature, donc un discours colonialiste et opposé aux luttes de libération sociale des communautés touchées par le Plan Nord.

Par de telles positions assumées, le mouvement étudiant s'éloigne constamment d'une perspective d'écologie profonde et d'anarchisme. Diamétralement opposée au développement sauvage des « ressources naturelles », elle requerrait une analyse qui ne promeut pas la gestion étatique des régions, ni leur pillage par les requins des centre métropolitains. En fait, en se positionnant pour les redevances minières, la CLASSE encourage le gouvernement dans ses ambitions bourgeoises, racistes envers les autochtones et profondément colonisatrices des espaces nordiques. En tant qu'éco-anar, je ne manifeste, bloque les portes, etc., que par un sentiment de solidarité qui s'érode au gré des concessions faites au discours dominant. Car, avant de pouvoir soutenir le mouvement étudiant de tout mon cœur, il me faudrait en premier lieu apprécier ses revendications et ses façons de faire.

En ce qui concerne les revendications de la CLASSE, les conversations sont révélatrices : « Pourquoi on milite? - Pour une éducation gratuite, une chance égale pour tout-e-s » « Une chance de quoi? - Réussir dans la vie, réformer ce système pourri, pour tout le monde! » Réformer. Réussir. Dans les rêves les plus fous, la production de gestionnaires et de professionnel-e-s de l'économie du savoir serait même gratuite. La machine universitaire, avec sa hiérarchie, sa violence, est très bien toléré; il s'agit de lui donner une face plus humaine, plus inclusive. Pour les « dirigeants » étudiants, les portes paroles, la question n'est pas de faire un monde où les échelles de pouvoir seraient abolies. Plutôt, il s'agit de trouver des alternatives à un enjeu spécifique, celui de la hausse des frais, peu importe ce qu'il en coûtera pour les communautés nordiques, ou encore les régions touchées par l'exploitation des gaz de schistes. En acceptant la logique de discussion économiste du gouvernement, pour pou-

voir peser dans les négociations avec les puissant-e-s du Québec, la CLASSE l'institution occidentale, mâle, intellectuelle, colonialiste et parfois critique qu'est l'université. Se battre pour l'accès universel à l'éducation supérieure. Tant qu'elle reste supérieure?

C'est l'impression que l'on a rapidement en militant au sein du mouvement étudiant. Protégeons nos privilèges en les étendant à la majorité des « québécois-e-s », via un État plus puissant sur la société, qui prélève ses redevances minières au nez des peuples des « régions » et des autochtones. Contre toute perspective de justice sociale et d'autogestion pour les minorités, l'affirmation de M. Nadeau réaffirme le caractère centralisé et souvent autoritaire des méthodes des fédérations et de la CLASSE. Quand on véhicule un message de « libération » dont le but ultime est de perpétuer l'État et les institutions, l'autoritarisme révolutionnaire n'est jamais loin. Surtout quand ce message est véhiculé par une élite politique au sein d'un mouvement plus large, ici le mouvement étudiant. a visiblement oubliée le massacre que représente le Plan Nord et l'exploitation sauvage du territoire par une bande de capitalistes assoiffés d'argent et de pouvoir.

Les revendications réformatrices ne remettent pas en question l'ordre établi par la révolution tranquille et capitaliste, libérale en son temps. Si l'on soulève ce point au sein du mouvement étudiant, on se fera souvent répondre que l'éducation accessible à toutEs est un premier pas dans la valorisation des disciplines critiques et de l'enseignement critique. Bonne blague, quand l'on pense au succès capitaliste qu'ont les pays Scandinaves. Là bas, les étudiant-e-s sont payés, et ça ne les empêche pas de perpétuer depuis plus de 40 ans le modèle d'exploitation dans lequel nous vivons. Les syndicats et les fédérations étudiantes semblent fréquemment rêver d'une démocratie socialiste qui se complaît dans sa nordicité, assise sur la tête de la pyramide d'exploitation des ressources naturelles et de tout-e-s les

malheureuses qui occupent les échelons inférieurs. Même dans ses couches les plus syndicalement combatives, la perspective réformiste domine le discours, ce qui inquiète quiconque souhaite apporter une pensée critique sur l'ensemble du système étatique et corporatiste qu'est le Québec contemporain. On dirait même qu'en adoptant le langage des élites politiques, le syndicalisme de combat servira bientôt à alimenter le statuquo.

Ont-ils vraiment le choix, s'ils veulent réformer ce système qui fait, sommes toutes, bien l'affaire pour recréer l'élite sociale moulée par l'éducation post-secondaire? Comment outrepasser le spectre de la gauche actuelle dont Québec Solidaire (le genre de solidarité qui condamne les Black Blocs) occupe présentement « l'extrême » politiquement acceptable? Nous avons vu la CLASSE, récemment, ne pas appuyer des initiatives tout ce qu'il y a de plus normales et défensives, comme le blocage du pont Jacques-Cartier ou l'occupation du Vieux Montréal. Si elle cultive ce genre de solidarité, sera-t-elle réellement portée à tenir une critique profonde du capitalisme?

On en doute de plus en plus : les associations étudiantes incorporent très bien la violence institutionnelle. Les fédérations, a-t-on encore besoin de le rappeler, traînent un long historique de trahison et de poursuites judiciaires, d'intimidation et d'antidémocratie. Quand aux syndicats plus « radicaux », si le terme s'applique encore, ils ont parfaitement compris comment rendre le processus d'assemblée générale humiliant et noyauté pour une minorité, à qui l'exercice du pouvoir sied à merveille. Bien sûr, de nombreuses places sont accordées pour les initiatives de justice communautaire et les luttes de libération, mais comme nous le rappelle la démission ponctuelle du comité féministe de l'ASSÉ, ces places sont fragiles et souvent intenables. Dans la constitution d'un rapport de force avec le gouvernement, les moyens prennent le dessus sur les fins, et la solidarité

étudiante devient dirigée et contrôlée. Les luttes de justice communautaire, comme le féminisme, l'anti autoritarisme, l'écologisme et l'antiracisme sont constamment marginalisées. Doit-on rappeler que l'exécutif de l'ASSÉ est composé de 9 hommes et d'une femme, tout-e-s blanches et francophones? Bien sûr, le mouvement étudiant se solidarise avec la lutte contre la répression policière, puisque nous en sommes constamment victimes, et avec le mouvement d'*Occupy*, mais pourquoi s'étonner, puisqu'il s'agit de lutter contre le capitalisme *dans sa forme actuelle*?

Naturellement, le mouvement étudiant ne peut s'opposer à l'école institutionnalisée, ni à l'école comme outil de reproduction sociale. Le privilège acquis par ses charmant-e-s diplômé-e-s repose sur la rareté relative du produit. Bien sûr, l'école devrait être gratuite, ce qui faciliterais l'accès aux jobs qui font la classe moyenne, éduquée et domptée à voter pour un parti progressiste. Se battre contre le caractère libéral, au sens de républicain, d'éclairé, de l'université irais contre toute la formation démocrate et bourgeoise des étudiant-e-s. Pas de fin en vue pour le « progrès » qui fait la richesse des pays du Nord, donc pas de raison de s'inquiéter de la reproduction de l'institution occidentale, mâle, intellectuelle, colonialiste et parfois critique qu'est l'université. Se battre pour l'accès universel à l'éducation supérieure. Tant qu'elle reste supérieure?

C'est l'impression que l'on a rapidement en militant au sein du mouvement étudiant. Protégeons nos privilèges en les étendant à la majorité des « québécois-e-s », via un État plus puissant sur la société, qui prélève ses redevances minières au nez des peuples des « régions » et des autochtones. Contre toute perspective de justice sociale et d'autogestion pour les minorités, l'affirmation de M. Nadeau réaffirme le caractère centralisé et souvent autoritaire des méthodes des fédérations et de la CLASSE. Quand on véhicule un

message de « libération » dont le but ultime est de perpétuer l'État et les institutions, l'autoritarisme révolutionnaire n'est jamais loin. Surtout quand ce message est véhiculé par une élite politique au sein d'un mouvement plus large, ici le mouvement étudiant.

Libre de droit et de devoir

